

TROIS ANS DE RÉFORME – PROTECTION ACCORDÉE À UN JEUNE GARÇON DE QUATORZE ANS

“ Un jeune garçon de quatorze ans, Alphonse Léonard, a été amené devant le recorder, ce matin, sous l'accusation d'avoir dérobé trois cigares, la propriété d'Emmanuel Cyr. Le recorder suppléant a pris en considération le fait que le jeune garçon était sans asile et sans protecteurs naturels, et l'a envoyé à la maison de correction pour trois ans. ”

La Patrie, 4 mars 1890, p. 4

Carte postale illustrant l'Asile Sainte-Darie.

Collection Michel Bazinet, Collections spéciales, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 18-42-c



3 • L'INVENTION DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

La prison comme mode de correction de la jeunesse déviante montre ses limites au XIX^e siècle. Cette institution en vient à être considérée comme une « école du crime » qui nourrit la déviance plutôt que de la combattre. C'est alors qu'on « invente » le problème social de la « délinquance juvénile », qui appelle des solutions spécifiques : défendre la société contre les comportements d'une jeunesse jugée tumultueuse et protéger les enfants vulnérables d'un environnement familial perçu comme corrupteur. En 1869, la législation québécoise sur les écoles de réforme et d'industrie offre une solution institutionnelle à ce problème. Elle respecte l'économie morale du temps : aux fautifs, la réforme ; aux innocents, l'école professionnelle.

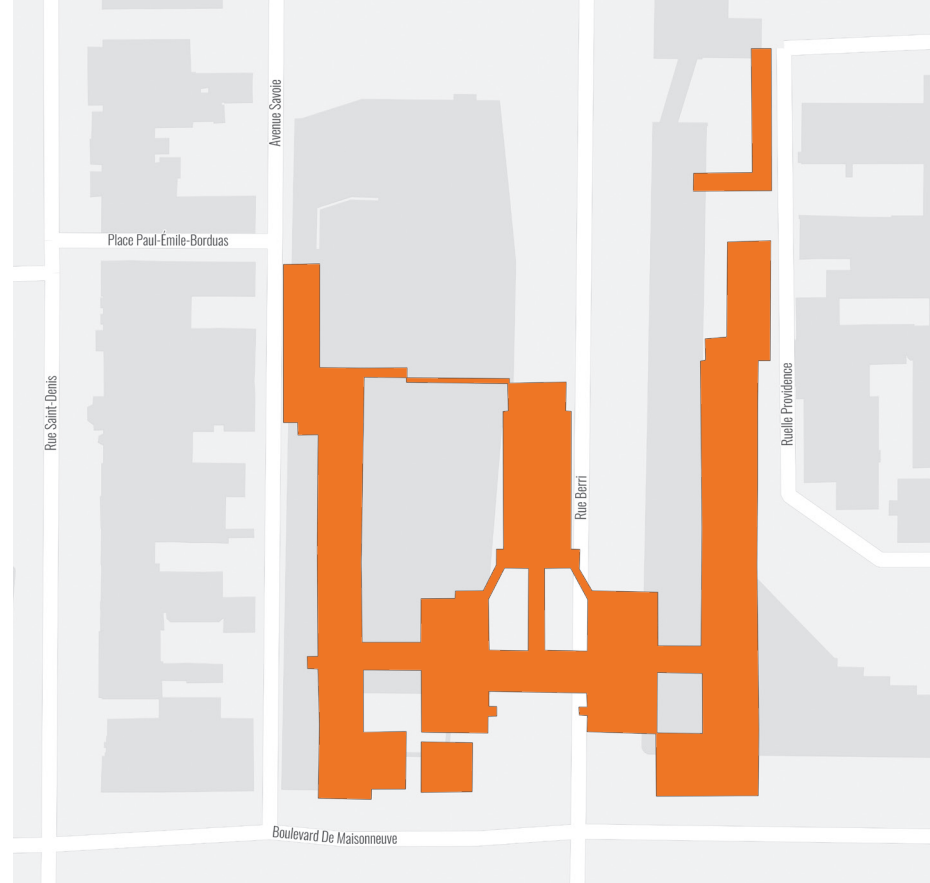
INSTITUT DU MONT SAINT-ANTOINE

En 1873, les Frères de la Charité ouvrent l'école de réforme pour garçons de Montréal. Cette dernière marque une rupture par rapport aux anciennes institutions. Les jeunes dorment désormais dans des dortoirs plutôt que dans des cellules. Les fondateurs proscrivent en principe les punitions corporelles et intègrent les récompenses à leurs méthodes éducatives.

L'école de réforme est le lieu d'une surveillance constante. Les garçons sont soumis à un horaire rigide qui ne procure que peu de temps libres supervisés. Le silence absolu doit être respecté, sauf durant les récréations. Malgré les principes, le personnel de l'institution a parfois recours à l'enfermement solitaire et à la fêrule pour punir les plus récalcitrants.

Les pensionnaires sont principalement des adolescents issus de familles ouvrières, reconnus coupables de délits mineurs. En situation de crise familiale, et en l'absence d'un système scolaire adéquat, certains parents font également appel au tribunal afin de confier leur garçon turbulent à la « réforme ». Ils espèrent ainsi qu'il pourra apprendre le « respect de l'autorité » et un métier utile.

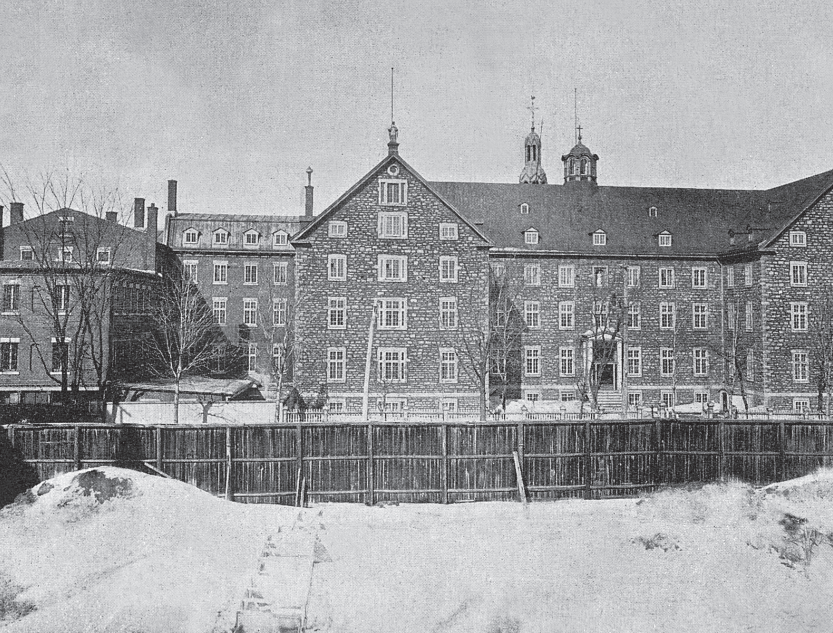
L'école de réforme entend rééduquer ces garçons en mettant l'accent sur la discipline, l'enseignement religieux et l'apprentissage d'un mé-



Emprise au sol du Mont Saint-Antoine, 1912.

D'après Goad, Chas. E., Atlas of the City of Montreal and vicinity in four volumes, from official plans - special surveys showing cadastral numbers, buildings & lots, Montréal, Chas. E. Goad, Co., civil engineers, 1912-1914. Cartographie : Laura Barreto, Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (UQAM)

tier. Les détenus passent une grande partie de leur journée dans des ateliers, où ils découvrent les rudiments de la confection, de la menuiserie, de la cordonnerie, de l'imprimerie. Conformément aux principes de la justice « protectionnelle », les tribunaux confient les jeunes délinquants aux écoles de réforme pour quelques années, temps jugé nécessaire à leur rééducation.



De haut en bas :

Bâtiment du Mont Saint-Antoine, vers 1895.

A.J. Rice, Laprés & Lavergne, *Le Monde illustré*, Vol. 11, no 560 (26 janvier 1895), Bibliothèque et Archives nationales du Québec, PER M-176

Les jeunes garçons dans l'atelier d'imprimerie.

Archives des frères de la Charité

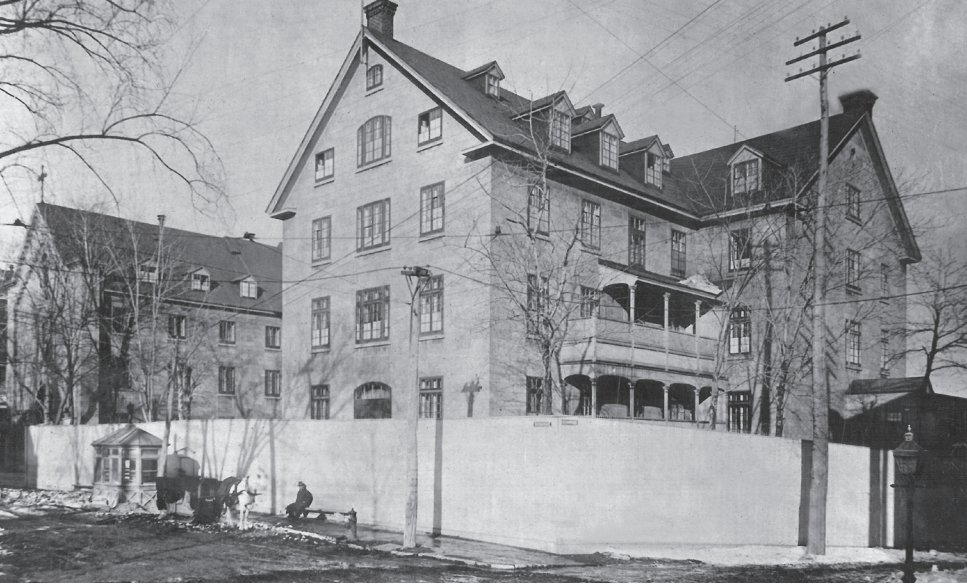
De haut en bas :

Exercices de gymnastique dans la cour de l'établissement.

Archives des frères de la Charité

Pensionnaires en classe.

Archives des frères de la Charité



De gauche à droite, de haut en bas :

Monastère du Bon-Pasteur, rue Sherbrooke.

Archives de la Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur (Canada), L01-4000

Chœur de la communauté lors du 50^e anniversaire, 1894.

Archives de la Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur (Canada), L01-3100,3

Jeunes filles dans la salle de repassage, vers 1894.

Archives de la Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur (Canada), L01-6600,1

Jeunes filles dans la salle de la communauté lors du 50^e anniversaire, 1894.

Archives de la Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur (Canada), L01-4000

Jeunes filles dans l'atelier des fleurs, 1894.

Archives de la Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur (Canada), L01-6600,1

INSTITUT DU BON-PASTEUR

Les Sœurs du Bon-Pasteur d'Angers ouvrent deux écoles pour filles à Montréal en 1870 : une école de réforme destinée aux mineures délinquantes et une école d'industrie pour les filles abandonnées, orphelines et en besoin de protection. Le monastère du Bon-Pasteur est construit sur la rue Sherbrooke en 1847. Centre névralgique de l'œuvre de la communauté à Montréal, il abrite les religieuses et les mineures jugées déviantes.

Contrairement aux garçons de l'Institut Saint-Antoine, la plupart des filles de l'Institut du Bon-Pasteur y sont placées à la demande de leurs parents pour des motifs d'ordre moral, comme la désobéissance, le vagabondage, les mauvaises fréquentations, une sexualité jugée irrégulière. La notion de déviance juvénile recouvre donc un sens différent selon qu'il s'agit de filles ou de garçons.

À leur entrée à l'école de réforme, les jeunes filles sont plongées dans un univers clos, rythmé par le travail, l'étude et la prière. Cette vie institutionnelle menée sous la surveillance constante des religieuses doit, en principe, les conduire à la réforme intérieure et à la conversion. Bien qu'elles soient rares, les évasions, comme celle rapportée par *La Patrie* en 1895, montrent que certaines filles tentent d'échapper à cette vie rigide qui laisse peu de place à l'autonomie personnelle.



Emprise au sol de l'Institut du Bon-Pasteur, 1912.

D'après Goad, Chas. E., *Atlas of the City of Montreal and vicinity in four volumes, from official plans - special surveys showing cadastral numbers, buildings & lots*, Montréal, Chas. E. Goad, Co., civil engineers, 1912-1914. Cartographie : Laura Barreto, Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (UQAM)

Cette institution fait d'ailleurs l'objet de critiques à partir des années 1910, notamment de la part du mouvement de protection de l'enfance, majoritairement protestant. La contestation du système ne vient pas que de l'extérieur : des révoltes éclatent par exemple dans la succursale du Bon-Pasteur à Laval après la Seconde Guerre mondiale. Ces événements accentuent la remise en question des modes institutionnels de prise en charge de la jeunesse.

LA COUR DES JEUNES DÉLINQUANTS

Les écoles de réforme et d'industrie se retrouvent sous le feu des critiques du mouvement de la « sauvegarde de l'enfance » au tournant du XX^e siècle. Ces réformateurs défendent un nouveau modèle d'intervention judiciaire que l'on veut plus respectueux des familles : le tribunal pour enfants. C'est ainsi que la Cour des jeunes délinquants de Montréal ouvre ses portes en 1912, sur le Champ-de-Mars, avant de se déplacer en 1932 sur la rue Saint-Denis, au nord de l'avenue du Mont-Royal.

Il s'agit d'une institution autonome, intégrant des services médicosociaux au travail du juge, figure paternelle à la fois sévère et bienveillante. L'intervention privilégiée est la « probation », de manière à maintenir les jeunes dans leur environnement familial, mais aussi à pratiquer une surveillance subtile sur ce dernier. En réalité, le réseau institutionnel d'écoles de réforme et d'industrie s'acclimate très bien à ce système de prise en charge étendue des déviances juvéniles. C'est à partir des années 1940 que ce système judiciaire et institutionnel est remis en question sous l'influence du développement de la pédopsychologie et d'une nouvelle conception des droits de la famille et de l'enfance.



Dortoir à l'école d'industrie Notre-Dame de Montfort.

J. Bienaimé, Bibliothèque et Archives nationales du Québec Rosemont.
La Petite-Patrie, cartes postales, CP 023532 GON



De haut en bas :

Vue du site de l'école d'industrie Notre-Dame de Montfort.
Musée McCord, MP.0000.992.15

Élèves devant l'école d'industrie Notre-Dame de Montfort.
Cartes postales, BAnQ Rosemont-La Petite-Patrie, Bibliothèque et Archives nationales
du Québec, CP 6976 CON